



RAPPORT DE GESTION

TROISIÈME TRIMESTRE 2023

TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE	2
FAITS SAILLANTS	3
ANALYSE DES RÉSULTATS ET DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	7
ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	10
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE	14
INFORMATIONS ADDITIONNELLES	21
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES	33

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Le présent rapport de gestion de Québecor inc. couvre les principales activités du troisième trimestre 2023 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Québecor inc. est une société de gestion détenant Québecor Média inc., une filiale en propriété exclusive et l'un des plus importants conglomérats de télécommunications et de médias du Canada.

Québecor inc. exerce ses activités dans les secteurs suivants : Télécommunications, Média, et Sports et divertissement. Québecor inc. déploie une stratégie d'expansion géographique dans le marché canadien de la téléphonie mobile, axée sur une concurrence accrue, et une stratégie de convergence et de maximisation de la valeur de ses contenus au profit de ses différentes propriétés et de ses multiples plateformes de distribution. À moins d'avis contraire, les références à « Québecor » ou à la « Société » dans le présent rapport de gestion désignent Québecor inc. et ses filiales, et les références à « Québecor Média » désignent Québecor Média inc. et ses filiales.

Le présent rapport devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2022. Tous les montants sont en dollars canadiens (« CA ») à moins d'avis contraire.

La Société utilise des mesures non normalisées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, les flux de trésorerie d'exploitation ajustés, les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies et le ratio d'endettement net consolidé ainsi que des indicateurs clés de rendement tels que l'unité génératrice de revenus (« UGR ») et le revenu mensuel moyen par unité (« RMPU »). À compter du premier trimestre 2023, la Société a choisi d'exclure de ses UGR les clients aux services de vidéo sur demande par abonnement (« VSDA ») et les clients de fournisseurs d'accès Internet de tierces parties, puisque ces indicateurs sont peu représentatifs aux fins de l'évaluation de la performance de la Société. Les définitions des mesures non normalisées selon les IFRS et des indicateurs clés de rendement utilisés par la Société sont présentées dans les sections « Mesures non normalisées selon les IFRS » et « Indicateurs clés de rendement ».

FAITS SAILLANTS

Troisième trimestre 2023

Revenus de 1,42 G\$, en hausse de 271,7 M\$ (23,8 %), expliquée par l'impact de l'acquisition de Freedom Mobile Inc. (« Freedom ») et par les croissances dans les services et équipements mobiles et les services Internet.

BAILA ajusté¹ de 624,4 M\$, en hausse de 106,4 M\$ (20,5 %), expliquée par la contribution de Freedom, par les résultats des autres activités de Vidéotron et par la réduction de certains frais d'exploitation dans les autres secteurs de la Société.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 209,3 M\$ (0,91 \$ par action de base), en hausse de 30,9 M\$ (0,15 \$ par action de base) ou 17,3 %.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies¹ de 202,3 M\$ (0,88 \$ par action de base), en hausse de 27,3 M\$ (0,13 \$ par action de base) ou 15,6 %.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés¹ de 482,4 M\$, en hausse de 79,3 M\$ (19,7 %), qui s'explique par la contribution de l'acquisition de Freedom et par la réduction de certains frais d'exploitation.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 496,2 M\$, en hausse de 28,4 M\$ (6,1 %).

Neuf premiers mois de 2023

Revenus de 3,93 G\$, en hausse de 582,6 M\$ (17,4 %), expliquée par l'acquisition de Freedom, par la croissance dans les services et équipements mobiles et les services Internet de Vidéotron, ainsi que par la hausse des revenus du secteur Sports et divertissement.

BAILA ajusté de 1,67 G\$, en hausse de 220,9 M\$ (15,2 %), expliquée principalement par l'impact de l'acquisition de Freedom, mais également par la hausse de la rentabilité dans les autres activités de Vidéotron.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 504,3 M\$ (2,18 \$ par action de base), en hausse de 47,1 M\$ (0,25 \$ par action de base).

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 520,6 M\$ (2,25 \$ par action de base), en hausse de 55,2 M\$ (0,28 \$ par action de base) ou 11,9 %.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 1,28 G\$, en hausse de 203,5 M\$ (18,8 %), qui inclut la contribution de l'acquisition de Freedom et celle des autres activités de Vidéotron.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 1,13 G\$, en hausse de 189,3 M\$ (20,2 %).

¹ Voir « Mesures non normalisées selon les IFRS ».

Tableau 1

Sommaire consolidé des résultats, des flux de trésorerie et du bilan

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action de base)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Résultats				
Revenus :				
Télécommunications	1 230,1	\$ 942,2	\$ 3 356,3	\$ 2 758,2
Média	166,0	170,1	517,1	540,0
Sports et divertissement	59,7	57,4	157,0	136,5
Intersectoriels	(40,4)	(26,0)	(100,9)	(87,8)
	1 415,4	1 143,7	3 929,5	3 346,9
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) :				
Télécommunications	589,5	489,5	1 671,3	1 437,0
Média	21,0	18,0	(5,9)	10,2
Sports et divertissement	14,4	12,2	20,8	16,8
Siège social	(0,5)	(1,7)	(13,8)	(12,5)
	624,4	518,0	1 672,4	1 451,5
Amortissement	(238,8)	(191,5)	(677,9)	(577,8)
Frais financiers	(109,8)	(84,1)	(301,4)	(243,6)
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	13,4	6,7	3,7	(2,7)
Restructuration, frais d'acquisition et autres	(10,0)	(4,9)	(28,9)	(9,3)
Impôts sur le bénéfice	(70,1)	(63,4)	(174,0)	(163,9)
Bénéfice net	209,1	\$ 180,8	\$ 493,9	\$ 454,2
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	209,3	178,4	504,3	457,2
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	202,3	175,0	520,6	465,4
Par action de base :				
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	0,91	0,76	2,18	1,93
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	0,88	0,75	2,25	1,97

Tableau 1 (suite)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels :				
Télécommunications	135,7	\$ 107,9	\$ 376,3	\$ 341,4
Média	3,5	5,7	6,7	25,8
Sports et divertissement	2,2	1,0	4,8	2,6
Siège social	0,6	0,3	0,9	1,5
	142,0	114,9	388,7	371,3
Acquisition de licences de spectre	–	–	9,9	–
Flux de trésorerie :				
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés :				
Télécommunications	453,8	381,6	1 295,0	1 095,6
Média	17,5	12,3	(12,6)	(15,6)
Sports et divertissement	12,2	11,2	16,0	14,2
Siège social	(1,1)	(2,0)	(14,7)	(14,0)
	482,4	403,1	1 283,7	1 080,2
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies ¹	356,2	337,8	726,1	559,6
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	496,2	467,8	1 126,5	937,2
			30 sept. 2023	31 déc. 2022
Bilan				
Espèces et quasi-espèces			25,1	\$ 6,6
Fonds de roulement			(483,6)	(724,7)
Actif net lié aux instruments financiers dérivés			256,3	520,3
Actif total			12 696,0	10 625,3
Dette à long terme totale (y compris la portion à court terme)			7 857,0	6 517,7
Obligations locatives (court et long terme)			391,8	186,2
Débtentures convertibles, y compris les dérivés				
Incorporés			156,6	160,0
Capitaux propres attribuables aux actionnaires			1 674,8	1 357,3
Capitaux propres			1 790,0	1 483,5
Ratio d'endettement net consolidé¹			3,39x	3,20x

Télécommunications

- Au troisième trimestre 2023, dans le contexte de l'acquisition de Freedom en avril 2023 et considérant la croissance de ses autres activités, le secteur Télécommunications a affiché une augmentation de 287,9 M\$ (30,6 %) de ses revenus et une hausse de 100,0 M\$ (20,4 %) de son BAIIA ajusté.

¹ Voir « Mesures non normalisées selon les IFRS ».

- Progression des revenus du secteur Télécommunications au troisième trimestre 2023 en services et équipements mobiles (hausse de 287,3 M\$, soit plus de 100 % de progression), expliquée par l'impact de l'acquisition de Freedom et par la croissance des revenus de Vidéotron ltée (« Vidéotron »), et en accès Internet (hausse de 8,2 M\$ ou 2,6 %).
- Augmentation nette de 61 000 UGR (0,8 %) au troisième trimestre 2023, dont 88 700 lignes (2,5 %) en téléphonie mobile et 4 500 clients (0,3 %) aux services d'accès Internet.
- Le 12 octobre 2023, Québecor a annoncé le lancement de son service d'exploitant de réseau mobile virtuel (« ERMV ») ainsi que l'agrandissement du territoire de desserte de ses marques Vidéotron, Fizz et Freedom au Canada. Cet agrandissement graduel permettra à ces dernières d'offrir leurs services à des millions de consommatrices et de consommateurs canadiens additionnels.
- Le 21 septembre 2023, Vidéotron a annoncé qu'un sondage conduit par Léger entre le 1^{er} et le 7 août 2023 a révélé que Vidéotron était considérée par les Québécois comme étant l'entreprise de télécommunications offrant la meilleure qualité de service client au Québec en 2023. Étant citée près de deux fois plus que sa plus proche concurrente, Vidéotron réaffirme ainsi son statut de leader en matière de service à la clientèle.

Média

- Dans la foulée de l'annonce, le 2 novembre 2023, de changements majeurs à sa structure organisationnelle dans un contexte mondial de crise au sein de l'industrie des médias, Groupe TVA a lancé un plan de réorganisation axé sur le resserrement de sa mission à titre de diffuseur, sur une restructuration de son service de l'information ainsi que sur des mesures permettant l'optimisation de son parc immobilier. Le plan, qui vise une diminution de ses charges d'exploitation, entraînera une réduction d'effectifs de 547 employés. La majorité des coûts associés à cette réduction d'effectifs seront comptabilisés au cours du quatrième trimestre 2023.

ANALYSE DES RÉSULTATS ET DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Comparaison des troisièmes trimestres 2023 et 2022

Revenus de 1,42 G\$, en hausse de 271,7 M\$ (23,8 %).

- Augmentation dans les secteurs Télécommunications (287,9 M\$ ou 30,6 % des revenus du secteur), expliquée par l'impact de l'acquisition de Freedom et par les croissances dans les services et équipements mobiles et les services Internet, et Sports et divertissement (2,3 M\$ ou 4,0 %).
- Diminution dans le secteur Média (4,1 M\$ ou -2,4 %).

BAIIA ajusté de 624,4 M\$, en hausse de 106,4 M\$ (20,5 %).

- Hausse dans le secteur Télécommunications (100,0 M\$ ou 20,4 % du BAIIA ajusté du secteur), qui inclut la contribution de Freedom, ainsi que dans les secteurs Média (3,0 M\$ ou 16,7 %) et Sports et divertissement (2,2 M\$ ou 18,0 %).
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions et des unités d'actions de Québecor a entraîné un écart favorable de 2,0 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au troisième trimestre 2023, par rapport à la même période de 2022.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 209,3 M\$ (0,91 \$ par action de base) au troisième trimestre 2023, contre 178,4 M\$ (0,76 \$ par action de base) à la même période de 2022, soit une hausse de 30,9 M\$ (0,15 \$ par action de base) ou 17,3 %.

- Les écarts favorables s'expliquent essentiellement par :
 - la hausse de 106,4 M\$ du BAIIA ajusté;
 - l'écart favorable de 6,7 M\$ lié aux gains sur évaluation et conversion des instruments financiers, dont 5,9 M\$ sans incidence fiscale.
- Les écarts défavorables s'expliquent principalement par :
 - la hausse de 47,3 M\$ des frais d'amortissement;
 - l'augmentation de 25,7 M\$ liée aux frais financiers;
 - la hausse de 6,7 M\$ de la charge d'impôts sur le bénéfice;
 - l'écart défavorable de 5,1 M\$ lié à la restructuration, aux frais d'acquisition et autres.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 202,3 M\$ (0,88 \$ par action de base) au troisième trimestre 2023, contre 175,0 M\$ (0,75 \$ par action de base) à la même période de 2022, soit une hausse de 27,3 M\$ (0,13 \$ par action de base) ou 15,6 %.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 482,4 M\$, en hausse de 79,3 M\$ (19,7 %), expliquée surtout par l'augmentation de 106,4 M\$ du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par la hausse de 20,4 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels et la hausse de 6,7 M\$ des acquisitions d'immobilisations.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 496,2 M\$, en hausse de 28,4 M\$ (6,1 %), expliquée principalement par la hausse du BAIIA ajusté et par la baisse des impôts exigibles, contrebalancées en partie par l'écart défavorable de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation et par la hausse de la portion monétaire des frais financiers.

Charge d'amortissement de 238,8 M\$ au troisième trimestre 2023, soit une augmentation de 47,3 M\$, dont l'impact de l'acquisition de Freedom.

Frais financiers de 109,8 M\$ au troisième trimestre 2023, en hausse de 25,7 M\$, expliquée principalement par un niveau moyen d'endettement plus élevé, mais également par l'impact d'un taux d'intérêt moyen supérieur sur la dette à long terme.

Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers de 13,4 M\$ au troisième trimestre 2023, soit un écart favorable de 6,7 M\$, principalement attribuable à la variation favorable de 5,9 M\$, sans incidence fiscale, des gains sur les dérivés incorporés liés aux débentures convertibles.

Charge de restructuration, frais d'acquisition et autres de 10,0 M\$ au troisième trimestre 2023, soit un écart défavorable de 5,1 M\$.

Au troisième trimestre 2023, une charge de 0,7 M\$ a été comptabilisée relativement aux mesures de réduction de coûts dans divers secteurs de la Société (1,8 M\$ au troisième trimestre 2022). Une charge de dépréciation d'actif de 8,0 M\$ a également été comptabilisée au cours du troisième trimestre 2023 (2,8 M\$ au troisième trimestre 2022). De plus, d'autres charges de 1,3 M\$ ont été comptabilisées au cours du troisième trimestre 2023 (0,3 M\$ au troisième trimestre 2022).

Charge d'impôts sur le bénéfice de 70,1 M\$ au troisième trimestre 2023 (taux d'imposition effectif de 26,1 %), contre 63,4 M\$ (taux d'imposition effectif de 27,0 %) à la même période de 2022, soit un écart défavorable de 6,7 M\$ qui s'explique essentiellement par l'incidence de la hausse du bénéfice imposable à des fins fiscales. Les taux d'imposition effectifs sont calculés en considérant seulement les éléments imposables et déductibles.

Comparaison des neuf premiers mois de 2023 et 2022

Revenus de 3,93 G\$, en hausse de 582,6 M\$ (17,4 %).

- Augmentation dans les secteurs Télécommunications (598,1 M\$ ou 21,7 % des revenus du secteur), expliquée par l'impact de l'acquisition de Freedom et par les croissances dans les services et équipements mobiles et les services d'accès Internet, et Sports et divertissement (20,5 M\$ ou 15,0 %).
- Diminution dans le secteur Média (22,9 M\$ ou -4,2 %).

BAIIA ajusté de 1,67 G\$, en hausse de 220,9 M\$ (15,2 %).

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (234,3 M\$ ou 16,3 % du BAIIA ajusté du secteur), expliquée principalement par la contribution de Freedom, mais également par une croissance de la rentabilité des autres activités de Vidéotron, et Sports et divertissement (4,0 M\$ ou 23,8 %).
- Diminution dans le secteur Média (16,1 M\$).
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions et des unités d'actions de Québecor a entraîné un écart défavorable de 3,0 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au cours des neuf premiers mois de 2023, par rapport à la même période de 2022.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 504,3 M\$ (2,18 \$ par action de base) au cours des neuf premiers mois de 2023, contre 457,2 M\$ (1,93 \$ par action de base) à la même période de 2022, soit une hausse de 47,1 M\$ (0,25 \$ par action de base).

- Les écarts favorables s'expliquent par :
 - la hausse de 220,9 M\$ du BAIIA ajusté ;
 - l'écart favorable de 6,4 M\$ lié aux gains et pertes sur évaluation et conversion des instruments financiers, dont 5,3 M\$ sans incidence fiscale ;
 - l'écart favorable de 7,4 M\$ des participations ne donnant pas le contrôle.
- Les écarts défavorables s'expliquent par :
 - la hausse de 100,1 M\$ des frais d'amortissement ;
 - l'augmentation de 57,8 M\$ liée aux frais financiers ;
 - l'écart défavorable de 19,6 M\$ lié à la restructuration, aux frais d'acquisition et autres ;
 - la hausse de 10,1 M\$ de la charge d'impôts sur le bénéfice.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 520,6 M\$ (2,25 \$ par action de base) au cours des neuf premiers mois de 2023, contre 465,4 M\$ (1,97 \$ par action de base) à la même période de 2022, soit une hausse de 55,2 M\$ (0,28 \$ par action de base) ou 11,9 %.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 1,28 G\$, en hausse de 203,5 M\$ (18,8 %), expliquée par l'augmentation de 220,9 M\$ du BAIIA ajusté et la baisse de 18,3 M\$ des acquisitions d'immobilisations, contrebalancées en partie par la hausse de 35,7 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 1,13 G\$, en hausse de 189,3 M\$ (20,2 %), expliquée principalement par la hausse du BAIIA ajusté et par la baisse des impôts exigibles, contrebalancées en partie par la hausse de la portion monétaire des frais financiers et par l'écart défavorable de la portion monétaire liée à la restructuration, les frais d'acquisition et autres.

Charge d'amortissement de 677,9 M\$, soit une augmentation de 100,1 M\$, due principalement à l'impact de l'acquisition de Freedom.

Frais financiers de 301,4 M\$, en hausse de 57,8 M\$, expliquée essentiellement par les raisons évoquées dans « Comparaison des troisièmes trimestres 2023 et 2022 ».

Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers de 3,7 M\$, soit un écart favorable de 6,4 M\$, principalement attribuable à la variation favorable de 5,3 M\$, sans incidence fiscale, des gains sur les dérivés incorporés liés aux débentures convertibles.

Charge de restructuration, frais d'acquisition et autres de 28,9 M\$, soit un écart défavorable de 19,6 M\$.

Au cours des neuf premiers mois de 2023, une charge de 6,7 M\$ a été comptabilisée relativement aux mesures de réduction de coûts dans divers secteurs de la Société (3,7 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2022). Une charge de dépréciation d'actif de 8,0 M\$ a également été comptabilisée au cours des neuf premiers mois de 2023 (2,8 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2022). De plus, des charges nettes de 14,2 M\$, dont des frais d'acquisition relatifs à la transaction Freedom, ont été comptabilisées au cours des neuf premiers mois de 2023 (2,8 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2022).

Charge d'impôts sur le bénéfice de 174,0 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2023 (taux d'imposition effectif de 26,3 %), contre 163,9 M\$ (taux d'imposition effectif de 26,6 %) à la même période de 2022, soit un écart défavorable de 10,1 M\$ qui s'explique essentiellement par l'incidence de la hausse du bénéfice imposable à des fins fiscales. Les taux d'imposition effectifs sont calculés en considérant seulement les éléments imposables et déductibles.

ANALYSE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Télécommunications

Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2023

Revenus de 1,23 G\$ au troisième trimestre 2023, en hausse de 287,9 M\$ (30,6 %).

- Revenus des services de téléphonie mobile de 411,9 M\$, soit une progression de 210,6 M\$ (104,6 %), expliquée essentiellement par la croissance du nombre de lignes, dont l'impact de l'acquisition de Freedom et de la croissance du nombre de lignes des activités courantes de Vidéotron et de Freedom, contrebalancée en partie par la baisse du revenu moyen par ligne de Vidéotron.
- Revenus des services d'accès Internet de 323,2 M\$, en hausse de 8,2 M\$ (2,6 %). Cet écart favorable s'explique principalement par la hausse du revenu moyen par client et par la croissance du nombre de clients de la marque Fizz.
- Revenus des services de télédistribution de 200,8 M\$, soit une diminution de 0,1 M\$. L'impact de la baisse du nombre de clients a été contrebalancé par la hausse du revenu moyen par client.
- Revenus des services de téléphonie filaire de 68,9 M\$, en baisse de 3,4 M\$ (-4,7 %), principalement due à l'impact de la diminution du nombre de lignes, contrebalancé en partie par la hausse du revenu moyen par ligne.
- Revenus d'équipements mobiles vendus aux clients de 159,9 M\$, en hausse de 76,7 M\$ (92,2 %), surtout en raison de la hausse des prix et de l'augmentation du nombre d'appareils mobiles vendus, dont les appareils de Freedom et de Vidéotron.
- Revenus d'équipements filaires vendus aux clients de 18,9 M\$, en baisse de 2,7 M\$ (-12,5 %), principalement en raison de la diminution des prix et de la baisse du volume de ventes d'équipements liées à la plateforme Helix.
- Autres revenus de 46,5 M\$, en baisse de 1,4 M\$ (-2,9 %), principalement en raison de la baisse des revenus des services de vidéo sur demande par abonnement et de Vidéotron Affaires.

RMPU¹ total du secteur Télécommunications de 45,00 \$ au troisième trimestre 2023, contre 47,65 \$ à la même période de 2022, soit une diminution de 2,65 \$ (-5,6 %). Le RMPU mobile a atteint 37,60 \$ au troisième trimestre 2023, contre 39,89 \$ à la même période de 2022, en baisse de 2,29 \$ (-5,8 %), principalement attribuable à un changement dans le mix de clients, dont l'impact dilutif des services prépayés de Freedom.

Statistiques de clientèle

Acquisitions de Freedom et VMedia Inc. (« VMedia »)

L'acquisition de Freedom, le 3 avril 2023, a contribué de façon importante à la croissance des UGR du secteur Télécommunications, ajoutant 1 844 400 UGR, soit 1 824 400 lignes en téléphonie mobile et 20 000 clients aux services d'accès Internet au moment de l'acquisition. De plus, l'acquisition de VMedia, en juillet 2022, a ajouté 60 800 UGR, soit 41 000 clients aux services d'accès Internet, 17 400 clients aux services de télédistribution et 2 400 clients aux services de téléphonie filaire au moment de l'acquisition.

Croissances des activités courantes durant la période

UGR¹ – Au 30 septembre 2023, le nombre total d'UGR s'établissait à 7 474 500. L'augmentation des UGR au troisième trimestre 2023 a été de 61 000 (0,8 %) par rapport à la fin du deuxième trimestre 2023, contre une hausse de 28 600 UGR à la même période de 2022. Le nombre d'UGR a augmenté de 82 800 (1,5 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2023 (tableau 2).

Téléphonie mobile – Au 30 septembre 2023, le nombre de lignes à la téléphonie mobile s'établissait à 3 698 800. L'augmentation des lignes au troisième trimestre 2023 a été de 88 700 (2,5 %) par rapport à la fin du deuxième trimestre 2023, contre une hausse de 36 300 lignes à la même période de 2022. Le nombre de lignes à ces services a augmenté de 177 100 (10,4 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2023 (tableau 2).

Accès Internet – Au 30 septembre 2023, le nombre de clients aux services d'accès Internet se chiffrait à 1 721 300. L'augmentation des clients au troisième trimestre 2023 a été de 4 500 (0,3 %) par rapport à la fin du deuxième trimestre 2023, contre une hausse de 19 300 clients à la même période de 2022. Le nombre de clients à ces services a augmenté de 23 300 (1,4 %) sur une période de 12 mois (tableau 2).

¹ Voir « Indicateurs clés de rendement ».

Télédistribution – Au 30 septembre 2023, le nombre de clients en télédistribution s'établissait à 1 362 500, soit une diminution de 12 000 (-0,9 %) par rapport à la fin du deuxième trimestre 2023, contre une baisse de 8 800 clients à la même période de 2022. Le nombre de clients à ces services a diminué de 39 600 (-2,8 %) sur une période de 12 mois (tableau 2).

Téléphonie filaire – Au 30 septembre 2023, le nombre de lignes à la téléphonie filaire se chiffrait à 691 900, soit une baisse de 20 200 (-2,8 %) par rapport à la fin du deuxième trimestre 2023, contre une diminution de 18 200 lignes à la même période de 2022. Le nombre de lignes à ces services a diminué de 78 000 (-10,1 %) sur une période de 12 mois (tableau 2).

Tableau 2

UGR du secteur Télécommunications à la fin de chaque trimestre depuis les huit derniers trimestres

(en milliers d'unités)

	Sept. 2023	Juin 2023	Mars 2023	Déc. 2022	Sept. 2022	Juin 2022	Mars 2022	Déc. 2021
Téléphonie mobile	3 698,8	3 610,1	1 736,6	1 710,4	1 697,3	1 661,0	1 626,4	1 601,9
Internet	1 721,3	1 716,8	1 691,5	1 682,7	1 678,0	1 617,7	1 616,2	1 607,8
Télédistribution	1 362,5	1 374,5	1 385,6	1 396,1	1 402,1	1 393,5	1 406,4	1 418,6
Téléphonie filaire	691,9	712,1	730,8	751,2	769,9	785,7	803,6	824,9
Total	7 474,5	7 413,5	5 544,5	5 540,4	5 547,3	5 457,9	5 452,6	5 453,2

BAIIA ajusté de 589,5 M\$, en hausse de 100,0 M\$ (20,4 %), expliquée surtout par l'impact de la hausse des revenus, contrebalancé en partie par la hausse de certains frais d'exploitation.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 52,1 % au troisième trimestre 2023, contre 48,0 % à la même période de 2022. Cette hausse est principalement attribuable à l'impact de l'acquisition de Freedom.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 453,8 M\$ au troisième trimestre 2023, contre 381,6 M\$ à la même période de 2022 (tableau 11). Cette hausse de 72,2 M\$ (18,9 %) s'explique par l'augmentation de 100,0 M\$ du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par la hausse de 19,4 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels, dont l'achat de licences et de logiciels informatiques, et l'augmentation de 8,4 M\$ des acquisitions d'immobilisations.

Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2023

Revenus de 3,36 G\$, soit une hausse de 598,1 M\$ (21,7 %). Cette hausse est attribuable pour l'essentiel aux facteurs mentionnés dans l'analyse des résultats du troisième trimestre 2023, dont en particulier l'impact de l'acquisition de Freedom en avril 2023.

- Revenus des services de téléphonie mobile de 1,01 G\$, en hausse de 434,2 M\$ (74,8 %).
- Revenus des services d'accès Internet de 959,8 M\$, en hausse de 41,3 M\$ (4,5 %).
- Revenus des services de télédistribution de 603,4 M\$, soit une hausse de 4,8 M\$ (0,8 %).
- Revenus des services de téléphonie filaire de 211,2 M\$, soit une diminution de 10,0 M\$ (-4,5 %).
- Revenus d'équipements mobiles vendus aux clients de 374,1 M\$, en hausse de 154,1 M\$ (70,0 %).
- Revenus d'équipements filaires vendus aux clients de 52,8 M\$, en baisse de 21,6 M\$ (-29,0 %).
- Autres revenus de 140,4 M\$, en baisse de 4,7 M\$ (-3,2 %).

RMPU total du secteur Télécommunications de 45,71 \$ au cours des neuf premiers mois de 2023, contre 47,07 \$ à la même période de 2022, soit une diminution de 1,36 \$ (-2,9 %). Le RMPU mobile a atteint 37,92 \$ au cours des neuf premiers mois de 2023, contre 39,19 \$ à la même période de 2022, en baisse de 1,27 \$ (-3,2 %), principalement attribuable à un changement dans le mix de clients, dont l'impact dilutif des services prépayés de Freedom.

Statistiques de clientèle

Croissances des activités courantes durant la période

UGR – L'augmentation du nombre d'UGR au cours des neuf premiers mois de 2023 a été de 89 700 (1,6 %), contre une hausse de 33 300 UGR à la même période de 2022.

Téléphonie mobile – L'augmentation du nombre de lignes au cours des neuf premiers mois de 2023 a été de 164 000 (9,6 %), contre une hausse de 95 400 lignes à la même période de 2022.

Accès Internet – L'augmentation du nombre de clients au cours des neuf premiers mois de 2023 a été de 18 600 (1,1 %), contre une hausse de 29 200 clients à la même période de 2022.

Télédistribution – La diminution du nombre de clients au cours des neuf premiers mois de 2023 a été de 33 600 (-2,4 %), contre une baisse de 33 900 clients à la même période de 2022.

Téléphonie filaire – La baisse du nombre de lignes au cours des neuf premiers mois de 2023 a été de 59 300 (-7,9 %), contre une diminution de 57 400 lignes à la même période de 2022.

BALIA ajusté de 1,67 G\$, en hausse de 234,3 M\$ (16,3 %), essentiellement attribuable aux raisons évoquées dans l'analyse des résultats du troisième trimestre 2023, contrebalancées en partie par l'effet défavorable pour les neuf premiers mois de 2023 de la comptabilisation, au cours des neuf premiers mois de 2022, d'éléments non récurrents.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 50,2 % au cours des neuf premiers mois de 2023, contre 47,9 % à la même période de 2022. Cette hausse est principalement attribuable à l'impact de l'acquisition de Freedom.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 1,30 G\$ au cours des neuf premiers mois de 2023, contre 1,10 G\$ à la même période de 2022 (tableau 11). Cette hausse de 199,4 M\$ (18,2 %) s'explique surtout par l'augmentation de 234,3 M\$ du BALIA ajusté, contrebalancée en partie par la hausse de 37,7 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels, dont l'achat de licences et de logiciels informatiques.

Média

Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2023

Revenus de 166,0 M\$ au troisième trimestre 2023, en baisse de 4,1 M\$ (-2,4 %).

- Diminution des revenus d'abonnement de 2,4 M\$ (-5,0 %), expliquée principalement par la baisse des revenus d'abonnement aux journaux, aux chaînes spécialisées et aux magazines.
- Autres revenus en baisse de 2,2 M\$ (-3,9 %), principalement attribuable à la baisse des revenus des services cinématographiques et audiovisuels et des autres revenus du Réseau TVA.
- Hausse des revenus de publicité de 0,5 M\$ (0,8 %), principalement attribuable à la hausse des revenus publicitaires provenant des journaux.

BALIA ajusté de 21,0 M\$ au troisième trimestre 2023, en hausse de 3,0 M\$, qui s'explique surtout par la baisse de certains frais d'exploitation, dont les coûts d'exploitation des activités numériques, les coûts de contenu et les frais d'administration, contrebalancée en partie par l'impact de la baisse des revenus.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Média (exprimés en pourcentage des revenus) de 87,3 % au troisième trimestre 2023, contre 89,4 % à la même période de 2022. Cette diminution est surtout attribuable à la baisse des frais d'exploitation.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 17,5 M\$ au troisième trimestre 2023, contre des flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 12,3 M\$ à la même période de 2022 (tableau 11), soit une augmentation de 5,2 M\$, expliquée surtout par la hausse de 3,0 M\$ du BALIA ajusté et par la baisse de 1,7 M\$ des acquisitions d'immobilisations.

Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2023

Revenus de 517,1 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2023, en baisse de 22,9 M\$ (-4,2 %).

- Autres revenus en baisse de 13,8 M\$ (-8,6 %), qui s'explique surtout par la diminution des revenus des services cinématographiques et audiovisuels.
- Diminution des revenus d'abonnement de 7,0 M\$ (-4,8 %), expliquée principalement par la baisse des revenus d'abonnement aux journaux, aux chaînes spécialisées et aux magazines.
- Baisse des revenus de publicité de 2,1 M\$ (-0,9 %), principalement attribuable à la diminution des revenus publicitaires provenant des chaînes spécialisées.

BAlIA ajusté négatif de 5,9 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2023, soit un écart défavorable de 16,1 M\$, qui s'explique surtout par l'impact de la baisse des revenus et la hausse des coûts de contenu du Réseau TVA, contrebalancés en partie par la baisse des frais d'exploitation des activités numériques.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Média (exprimés en pourcentage des revenus) de 101,1 % au cours des neuf premiers mois de 2023, contre 98,1 % à la même période de 2022. Cette augmentation est surtout attribuable à la hausse nette des coûts de contenu en télédiffusion et à la composante fixe des frais d'exploitation qui ne fluctue pas en proportion de la décroissance des revenus.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés négatifs de 12,6 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2023, contre des flux de trésorerie d'exploitation ajustés négatifs de 15,6 M\$ à la même période de 2022 (tableau 11), soit un écart favorable de 3,0 M\$, expliqué par la diminution de 14,9 M\$ des acquisitions d'immobilisations, due surtout à un ralentissement en général des investissements à la suite de la revue des priorités stratégiques, et la baisse de 4,2 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels, contrebalancées en partie par l'écart défavorable de 16,1 M\$ du BAlIA ajusté.

Sports et divertissement

Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2023

Revenus de 59,7 M\$ au troisième trimestre 2023, soit une hausse de 2,3 M\$ (4,0 %), principalement attribuable à la hausse des revenus des activités de musique et de spectacles.

BAlIA ajusté de 14,4 M\$ au troisième trimestre 2023, soit une hausse de 2,2 M\$ (18,0 %), qui s'explique surtout par l'impact de la hausse des revenus et par la baisse de certains frais d'exploitation dans les activités de musique et de livres.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 12,2 M\$ au troisième trimestre 2023, contre des flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 11,2 M\$ à la même période de 2022 (tableau 11), soit une augmentation de 1,0 M\$ qui s'explique principalement par la hausse de 2,2 M\$ du BAlIA ajusté, contrebalancée en partie par la hausse de 1,2 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels.

Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2023

Revenus de 157,0 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2023, soit une hausse de 20,5 M\$ (15,0 %), principalement attribuable à la hausse des revenus des activités de musique, de spectacles et de hockey, y compris l'impact de la levée des mesures sanitaires au cours de neuf premiers mois de 2022.

BAlIA ajusté de 20,8 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2023, soit une hausse de 4,0 M\$ (23,8 %), qui s'explique surtout par l'impact de la hausse des revenus, contrebalancé en partie par la hausse de certains frais d'exploitation.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 16,0 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2023, contre des flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 14,2 M\$ à la même période de 2022 (tableau 11), soit une augmentation de 1,8 M\$, qui s'explique par la hausse de 4,0 M\$ du BAlIA ajusté, contrebalancée en partie par l'augmentation de 2,2 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Cette section présente une analyse des flux de trésorerie générés et utilisés par la Société ainsi que de la situation financière à la date du bilan.

Exploitation

Troisième trimestre 2023

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 496,2 M\$ au troisième trimestre 2023, contre 467,8 M\$ à la même période de 2022.

Cette augmentation de 28,4 M\$ s'explique surtout par :

- la hausse de 106,4 M\$ du BAIIA ajusté ;
- la baisse de 16,5 M\$ des impôts exigibles.

Contrebalancées en partie par :

- l'écart défavorable de 69,5 M\$ de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation, expliqué principalement par les variations défavorables des revenus différés, des stocks, des actifs liés à des contrats et des impôts sur le bénéfice à payer, contrebalancées en partie par la variation favorable des débiteurs et des créditeurs, charges à payer et provisions ;
- la hausse de 25,3 M\$ de la portion monétaire des frais financiers.

Neuf premiers mois de 2023

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 1,13 G\$ au cours des neuf premiers mois de 2023, contre 937,2 M\$ à la même période de 2022.

Cette augmentation de 189,3 M\$ s'explique surtout par :

- la hausse de 220,9 M\$ du BAIIA ajusté ;
- la diminution de 35,8 M\$ des impôts exigibles ;
- l'écart favorable de 1,5 M\$ de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation, expliqué principalement par les variations favorables des débiteurs et des stocks, contrebalancées en partie par la variation défavorable des actifs liés à des contrats, des créditeurs, charges à payer et provisions, et des impôts sur le bénéfice à payer.

Contrebalancés en partie par :

- la hausse de 57,0 M\$ de la portion monétaire des frais financiers ;
- l'écart défavorable de 15,8 M\$ de la portion monétaire liée à la restructuration, aux frais d'acquisition et autres.

L'acquisition de Freedom, combinée à la croissance de la rentabilité des autres activités de Vidéotron, ont eu un impact favorable au cours des neuf premiers mois de 2023 sur les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation, comparativement à la même période de 2022.

Fonds de roulement négatif de 483,6 M\$ au 30 septembre 2023, contre un fonds de roulement négatif de 724,7 M\$ au 31 décembre 2022, soit un écart favorable de 241,1 M\$. Cet écart s'explique principalement par la baisse de la portion échéant à court terme de la dette à long terme, net de l'actif des instruments financiers dérivés y afférent, mais également, dans le contexte de l'acquisition de Freedom, par la hausse des débiteurs et des actifs et coûts de contrats, contrebalancée en partie par la hausse de la portion à court terme des obligations locatives.

Investissement

Troisième trimestre 2023

Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations de 96,3 M\$ au troisième trimestre 2023, contre 115,2 M\$ à la même période de 2022, soit une diminution de 18,9 M\$, qui s'explique surtout par la variation nette favorable de 25,6 M\$ des éléments hors caisse courants, contrebalancée en partie par la hausse des acquisitions d'immobilisations dans le secteur Télécommunications.

Subventions différées utilisées pour financer les acquisitions d'immobilisations de 5,4 M\$ au troisième trimestre 2023, contre 26,4 M\$ au trimestre correspondant de 2022. Ces montants représentent l'utilisation des subventions comptabilisée en réduction des acquisitions d'immobilisations dans le cadre du programme de déploiement de services Internet haute vitesse dans diverses régions du Québec.

Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels de 43,7 M\$ au troisième trimestre 2023, contre 15,8 M\$ à la même période de 2022, soit une augmentation de 27,9 M\$, qui s'explique surtout par les acquisitions d'actifs incorporels dans le secteur Télécommunications, dont l'achat de licences et de logiciels informatiques, et par la variation nette défavorable de 7,5 M\$ des éléments hors caisse courants.

Produit d'aliénation d'éléments d'actif de 1,0 M\$ au troisième trimestre 2022.

Acquisitions d'entreprises de 1,8 M\$ au troisième trimestre 2023, contre 18,3 M\$ au troisième trimestre 2022, principalement dans le secteur Télécommunications.

Acquisitions de placements et autres de 2,8 M\$ au troisième trimestre 2023, contre 0,4 M\$ à la même période de 2022.

Neuf premiers mois de 2023

Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations de 284,3 M\$ pour les neuf premiers mois de 2023, contre 314,7 M\$ à la même période de 2022, soit une diminution de 30,4 M\$, qui s'explique surtout par un ralentissement en général des investissements à la suite de la revue des priorités stratégiques, principalement dans le secteur Média, et par la variation nette favorable de 12,1 M\$ des éléments hors caisse courants.

Subventions différées utilisées pour financer les acquisitions d'immobilisations de 39,3 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2023, contre 104,2 M\$ au cours de la même période de 2022. Ces montants représentent l'utilisation des subventions comptabilisée en réduction des acquisitions d'immobilisations dans le cadre du programme de déploiement de services Internet haute vitesse dans diverses régions du Québec.

Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels de 126,8 M\$ pour les neuf premiers mois de 2023, contre 69,4 M\$ à la même période de 2022, soit une augmentation de 57,4 M\$, expliquée par la hausse des investissements en informatique, dans le secteur Télécommunications, par la variation nette défavorable de 11,8 M\$ des éléments hors caisse courants et par l'acquisition de licences de spectre au Canada au terme de la mise aux enchères de licences de spectre restantes.

Produit d'aliénation d'éléments d'actif de 0,8 M\$ pour les neuf premiers mois de 2023, contre 6,5 M\$ à la même période de 2022.

Acquisitions d'entreprises de 2,07 G\$ pour les neuf premiers mois de 2023, contre 22,1 M\$ à la même période de 2022. Le secteur Télécommunications a déboursé 2,07 G\$ pour l'acquisition de Freedom au cours des neuf premiers mois de 2023.

Acquisitions de placements et autres de 6,7 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2023, contre 6,8 M\$ à la même période de 2022.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies

Troisième trimestre 2023

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de 356,2 M\$ au troisième trimestre 2023, contre 337,8 M\$ à la même période de 2022 (tableau 12).

Cette hausse de 18,4 M\$ s'explique surtout par :

- l'augmentation de 28,4 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation ;
- la diminution de 18,9 M\$ des flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations.

Contrebalancées en partie par :

- l'augmentation de 27,9 M\$ des flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels.

Neuf premiers mois de 2023

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de 726,1 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2023, contre 559,6 M\$ à la même période de 2022 (tableau 12).

Cette hausse de 166,5 M\$ s'explique surtout par :

- l'augmentation de 189,3 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation ;
- la diminution de 30,4 M\$ des flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations.

Contrebalancées en partie par :

- l'augmentation de 47,5 M\$ des flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels, exclusion faite des acquisitions de licences de spectre.

Financement

Dettes consolidées (dette à long terme plus les emprunts bancaires) en hausse de 1,35 G\$ au cours des neuf premiers mois de 2023. Variation nette défavorable de 264,0 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés.

- Au cours des neuf premiers mois de 2023, l'augmentation de la dette est essentiellement attribuable à :
 - la conclusion par Vidéotron, le 3 avril 2023, d'une nouvelle facilité de crédit à terme garantie de 2,10 G\$, avec un syndicat d'institutions financières, pour financer l'acquisition de Freedom. La facilité de crédit à terme est composée de trois tranches de montants identiques échéant respectivement en octobre 2024, avril 2026 et avril 2027, et porte intérêt au taux des acceptations bancaires, au SOFR, au taux préférentiel du Canada ou au taux préférentiel des États-Unis, majoré d'une prime déterminée en fonction du ratio d'endettement de Vidéotron ;
 - la hausse par Vidéotron et Québecor Média des tirages sur leur facilité de crédit renouvelable garantie pour un montant total de 393,1 M\$;
 - l'augmentation des emprunts bancaires de Groupe TVA inc. (« Groupe TVA ») pour un montant de 12,9 M\$.
- Au cours des neuf premiers mois de 2023, la diminution de la dette est essentiellement attribuable à :
 - le remboursement à l'échéance par Québecor Média, le 17 janvier 2023, de la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 850,0 M\$ US, émis le 11 octobre 2012 et en circulation, portant intérêt à un taux de 5,75 % ;
 - la baisse par Groupe TVA des tirages sur sa facilité de crédit renouvelable garantie pour un montant de 9,0 M\$;
 - l'écart moyen favorable de 6,6 M\$ du taux de change. La baisse de la dette consolidée attribuable à ce facteur a été contrebalancée par la baisse de l'actif (ou la hausse du passif) liée aux instruments financiers dérivés.
- Les actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés représentent un actif net de 256,3 M\$ au 30 septembre 2023, contre 520,3 M\$ au 31 décembre 2022, soit une variation nette défavorable de 264,0 M\$ expliquée principalement par :
 - le règlement des contrats de couverture par Québecor Média à la suite du remboursement, en janvier 2023, d'un montant en capital total de 850,0 M\$ US de la totalité de ses billets de premier rang portant intérêt à un taux de 5,75 % ;
 - l'écart moyen défavorable du taux de change sur la valeur des instruments financiers dérivés.

Contrebalancés en partie par :

- la variation de juste valeur de l'entente de swap de taux d'intérêt flottant contre fixe en lien avec la tranche de 700,0 M\$ échéant en avril 2027 de la nouvelle facilité de crédit à terme garantie de 2,10 G\$ conclue par Vidéotron le 3 avril 2023.
- Le 28 juin 2023, Groupe TVA a procédé à la clôture d'une nouvelle facilité de crédit renouvelable garantie de 20,0 M\$ remboursable sur demande. À la même date, Groupe TVA a mis fin à sa facilité de crédit renouvelable garantie d'un montant de 75,0 M\$.
- Le 13 janvier 2023, la facilité de crédit renouvelable garantie de Vidéotron a été modifiée afin de l'augmenter de 1,50 G\$ à 2,00 G\$. Certaines clauses et conditions de cette facilité de crédit ont également été modifiées.

Situation financière

Liquidités disponibles nettes de 1,84 G\$ au 30 septembre 2023 pour Québecor et ses filiales détenues à part entière, soit des facilités de crédit renouvelables disponibles et inutilisées de 1,83 G\$ ainsi que des espèces et quasi-espèces de 13,4 M\$.

Dette consolidée (dette à long terme plus les emprunts bancaires) totalisant 7,84 G\$ au 30 septembre 2023, soit une augmentation de 1,35 G\$ par rapport au 31 décembre 2022. Variation nette défavorable de 264,0 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés (*cf.* « Financement » ci-dessus).

- La dette consolidée comprenait essentiellement les dettes de 7,80 G\$ de Vidéotron (5,32 G\$ au 31 décembre 2022), de 13,9 M\$ de Groupe TVA (10,1 M\$ au 31 décembre 2022), de 21,2 M\$ de Québecor Média (1,16 G\$ au 31 décembre 2022) et aucune de Québecor (0,6 M\$ au 31 décembre 2022).

Au 30 septembre 2023, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se chiffrait comme suit :

Tableau 3

Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Québecor

Périodes de 12 mois terminées les 30 septembre

(en millions de dollars canadiens)

2024	814,6	\$
2025	1 113,6	
2026	1 534,8	
2027	1 515,2	
2028	750,0	
2029 et ultérieurement	2 128,8	
Total	7 857,0	\$

Québecor peut (mais n'est d'aucune façon dans l'obligation de le faire) chercher à retirer ou à racheter, de temps à autre, des titres en circulation, y compris des débentures convertibles, par le biais d'achats sur le marché libre, de transactions négociées avec des partenaires privés ou autrement. Ces rachats, le cas échéant, dépendront des liquidités disponibles de la Société, de ses besoins en liquidités, des conditions du marché, des restrictions contractuelles et d'autres facteurs. Les montants de ces transactions pourraient être importants.

Au 30 septembre 2023, l'échéance moyenne pondérée de la dette consolidée de Québecor était d'environ 3,7 années (4,3 années au 31 décembre 2022). Compte tenu des instruments de couverture, la dette était constituée d'environ 66,7 % de titres à taux fixe (81,7 % au 31 décembre 2022) et de 33,3 % de titres à taux variable (18,3 % au 31 décembre 2022).

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour remplir ses engagements en matière d'investissement en immobilisations, d'acquisitions d'entreprises, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de paiement d'impôts sur le bénéfice, de remboursement de dettes, de débentures convertibles et d'obligations locatives, de contributions conformément aux régimes de retraite, de rachat d'actions et de dividendes aux actionnaires. La Société est d'avis qu'elle sera en mesure de respecter les échéances futures de ses dettes, qui sont échelonnées au cours des prochaines années.

La Société est assujettie au maintien de certains ratios financiers et au respect de certaines clauses financières restrictives conformément à ses ententes de financement. Au 30 septembre 2023, la Société respectait tous ses ratios financiers et clauses financières restrictives de ses conventions de financement.

Dividendes déclarés

Le 8 novembre 2023, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,30 \$ par action sur les actions de catégorie A (droits de vote multiples) (« actions catégorie A ») et sur les actions subalternes de catégorie B (comportant droit de vote) (« actions catégorie B »). Ce dividende sera versé le 19 décembre 2023 aux actionnaires inscrits à la date de clôture des registres le 24 novembre 2023.

Enchères de spectre dans les bandes de 600 MHz, de 3 500 MHz et de 3 800 MHz

En août 2023, Vidéotron s'est qualifiée comme soumissionnaire aux enchères de licences de spectre dans la bande 3 800 MHz annoncées par Innovation, Sciences et Développement économique Canada (« ISDE Canada »). Les enchères ont débuté le 24 octobre 2023. En juillet 2023, Vidéotron a conclu de nouvelles facilités de crédit sur demande non garanties, selon lesquelles des lettres de crédit ont été émises et déposées auprès d'ISDE Canada sous forme d'un dépôt pré-enchère. Le dépôt de ces lettres de crédit n'a pas eu pour effet de réduire les liquidités nettes disponibles en vertu des facilités de crédit actuelles de la Société. Par ailleurs, conformément aux règles de confidentialité publiées par ISDE Canada en matière de communication durant le processus d'enchères, il est strictement interdit pour la Société de communiquer le montant de ces lettres de crédit.

Le 26 janvier 2023, Québecor a annoncé un investissement de 9,9 M\$ par Vidéotron pour l'acquisition de nouvelles licences de spectre au Manitoba, dans la bande de 600 MHz, et au Québec, dans la bande de 3 500 MHz. L'acquisition a été réalisée au terme de la mise aux enchères de licences de spectre restantes qui s'est conclue le 25 janvier 2023 avec l'annonce par ISDE Canada des soumissionnaires provisoirement retenus. Vidéotron accroît ainsi sa capacité de desserte sans fil et continue de paver la voie à l'expansion de ses infrastructures sans fil à l'extérieur du Québec.

Acquisition de Freedom

Vidéotron a acquis Freedom auprès de Shaw Communications Inc. (« Shaw ») le 3 avril 2023. Vidéotron a payé 2,07 G\$ en espèces, déduction faite des espèces acquises de 103,2 M\$. Dans le cadre de cette transaction, Vidéotron a assumé certaines dettes, principalement des obligations locatives. La considération payée est assujettie à certains ajustements postérieurs à la clôture. L'acquisition inclut toute la clientèle des services sans fil et Internet de Freedom ainsi que l'infrastructure, le spectre et les points de vente qui lui appartiennent. Elle comprend également un engagement à long terme de Shaw et de Rogers Communications Inc. visant à fournir à Vidéotron des services de transport (notamment par l'intermédiaire du réseau de raccordement et du réseau dorsal), des services d'itinérance et des services d'Internet de gros.

Grâce à l'acquisition de Freedom, Vidéotron a pénétré les marchés des télécommunications de la Colombie-Britannique et de l'Alberta et a renforcé sa position sur le marché ontarien. Cette expansion des activités sans fil de Vidéotron, à l'extérieur de sa traditionnelle présence au Québec, a bonifié la diversification géographique de l'entreprise, avec environ 45 % des abonnés mobiles au Québec, 40 % en Ontario et 15 % dans l'Ouest canadien, à la suite de la transaction.

Le nombre de Canadiens rejoints par les réseaux mobiles de Vidéotron est également passé de 7,5 millions (ou 20 % de la population canadienne) à plus de 26 millions (ou 70 % de la population canadienne), augmentant ainsi considérablement son marché cible. En outre, pénétrer de nouveaux marchés en tant qu'ERMV permettra à Vidéotron d'améliorer encore plus sa portée et d'offrir ses services concurrentiels à encore plus d'utilisateurs potentiels.

Les marchés maintenant accessibles sont caractérisés par la présence importante de trois entreprises de services mobiles bien établies, offrant une gamme complète de services de télécommunications et s'appuyant sur des réseaux filaires et sans fil ayant une empreinte nationale. Ces entreprises de services mobiles, y compris deux entreprises de services locaux titulaires (« ESLT ») et une entreprise de distribution de radiodiffusion (EDR), comptent sur un long historique d'opération et détiennent un large éventail de licences de spectre ainsi que des ressources opérationnelles et financières considérables. L'acquisition de Freedom par Vidéotron favorise la création d'un environnement plus concurrentiel dans le domaine de la téléphonie mobile dans les marchés où Freedom opère. Depuis la clôture de l'acquisition de Freedom, des améliorations importantes ont été apportées à l'offre, aux plans et au réseau de Freedom pour améliorer l'expérience client. Ces améliorations comprennent l'introduction de services 5G, des transferts transparents et une itinérance gratuite à l'échelle nationale. Vidéotron a l'intention d'apporter de nouvelles améliorations à l'offre Freedom, notamment en introduisant des offres groupées multiservices attrayantes et en améliorant l'expérience en ligne pour les utilisateurs.

Avant l'acquisition par Vidéotron, les clients de Freedom n'avaient pas encore accès aux services 5G. Afin de pouvoir offrir une véritable expérience 5G, Freedom avait besoin d'une plus grande bande passante dans les fréquences médianes, comme la bande 3 500 MHz, dont elle ne disposait pas. À la clôture de l'acquisition, Vidéotron a pu déployer rapidement les licences de spectre de 3 500 MHz qu'elle avait acquises en 2021, afin de mettre à niveau l'infrastructure de Freedom et d'offrir le service 5G à plus de 12 millions de Canadiens dans les régions métropolitaines de Toronto, Vancouver, Calgary et Edmonton ainsi que dans certaines villes de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta. Au fil du temps, Freedom continuera de déployer la 5G sur d'autres marchés. De plus, dans le cadre de la transaction, Vidéotron a acquis plus de 90 MHz de spectre (et jusqu'à 135 MHz dans certaines régions) dans les principaux marchés de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, comprenant du spectre dans les bandes 600 MHz, 700 MHz, AWS-1, AWS-3 et 2 500 MHz.

La Société anticipe que des investissements importants et récurrents seront requis dans le nouveau marché canadien, notamment pour acquérir potentiellement de nouvelles licences de spectre afin de déployer les technologies les plus récentes, pour permettre l'expansion et l'entretien des réseaux de téléphonie mobile nouvellement acquis, pour favoriser le lancement et la pénétration de nouveaux services, et pour rivaliser de façon efficace avec les ESLT et autres concurrents actuels ou éventuels présents dans ces marchés.

Analyse du bilan consolidé

Tableau 4

Bilan consolidé de Québecor

Analyse des principales variations entre le 30 septembre 2023 et le 31 décembre 2022

(en millions de dollars canadiens)

	30 sept. 2023 ¹		31 déc. 2022 ¹		Écart	Principales sources d'explication de l'écart
Actif						
Débiteurs	1 052,1	\$	840,7	\$	211,4	\$ Incidence de l'acquisition de Freedom et de la variation courante des activités
Impôts sur le bénéfice ²	29,5		(20,4)		49,9	Déboursés courants moins les impôts exigibles de la période
Stocks	464,2		406,2		58,0	Incidence de l'acquisition de Freedom et de la variation courante des activités
Autres éléments d'actif à court terme	202,5		135,5		67,0	Incidence de l'acquisition de Freedom
Immobilisations	3 462,3		2 897,6		564,7	Incidence de l'acquisition de Freedom et acquisitions d'immobilisations, moins l'amortissement de la période
Actifs incorporels	3 373,8		2 275,0		1 098,8	Incidence de l'acquisition de Freedom et acquisitions d'actifs incorporels, moins l'amortissement de la période
Actifs liés au droit d'utilisation	354,5		155,4		199,1	Incidence de l'acquisition de Freedom
Instruments financiers dérivés ³	256,3		520,3		(264,0)	Cf. « Financement »
Autres éléments d'actif	609,8		539,7		70,1	Incidence de l'acquisition de Freedom
Passif						
Créditeurs, charges à payer et provisions	1 048,2		950,3		97,9	Incidence de l'acquisition de Freedom et de la variation courante des activités
Revenus différés	355,6		305,8		49,8	Incidence de l'acquisition de Freedom et de la variation courante des activités
Dette à long terme, y compris la portion à court terme et les emprunts bancaires	7 839,8		6 488,9		1 350,9	Cf. « Financement »
Obligations locatives ⁴	391,8		186,2		205,6	Incidence de l'acquisition de Freedom
Autres éléments de passif	286,8		209,8		77,0	Incidence de l'acquisition de Freedom

¹ Les natures « espèces affectées » et « subvention différée » sont regroupées aux fins de l'analyse.

² Actif à court terme moins le passif à court terme.

³ Actif à court terme et à long terme.

⁴ Passif à court terme et à long terme.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 30 septembre 2023, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêt sur la dette à long terme, les débentures convertibles et les obligations locatives, les engagements relatifs aux acquisitions d'immobilisations et autres engagements ainsi que ceux relatifs aux instruments financiers dérivés, moins les encaissements prévus sur les instruments financiers dérivés. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 5.

Tableau 5
Obligations contractuelles de Québecor au 30 septembre 2023
(en millions de dollars canadiens)

	Total	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	5 ans et plus
Dette à long terme ¹	7 857,0 \$	814,6 \$	2 648,4 \$	2 265,2 \$	2 128,8 \$
Débentures convertibles ²	150,0	150,0	—	—	—
Paielements d'intérêts ³	1 298,4	306,4	575,0	278,7	138,3
Obligations locatives	391,8	104,3	139,2	68,1	80,2
Paielements d'intérêts sur les obligations locatives	80,5	19,7	26,8	14,4	19,6
Acquisitions d'immobilisations et autres engagements	2 969,9	992,1	1 578,7	210,7	188,4
Instruments financiers dérivés ⁴	(239,3)	(155,7)	—	(10,2)	(73,4)
Total des obligations contractuelles	12 508,3 \$	2 231,4 \$	4 968,1 \$	2 826,9 \$	2 481,9 \$

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées au risque de taux d'intérêt couvert et les frais de financement.

² Basé sur la valeur du marché au 30 septembre 2023 d'un nombre d'actions correspondant au résultat de la division du capital impayé par le cours d'une action catégorie B de Québecor à cette date, sous réserve d'un prix plancher d'environ 24,25 \$ et d'un prix plafond d'environ 30,32 \$. La Société peut aussi racheter les débentures convertibles en émettant le nombre de ses actions catégorie B correspondant.

³ Estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme et les débentures convertibles, selon les taux d'intérêt en vigueur, les taux d'intérêt des couvertures et les taux de change des couvertures sur devises au 30 septembre 2023.

⁴ Encaissements futurs estimatifs, déduction faite des déboursés futurs, sur les instruments financiers dérivés liés à la couverture des taux de change sur le principal de la dette libellée en dollars US.

Transactions entre parties liées

Au troisième trimestre 2023, la Société a engagé des dépenses auprès de sociétés liées pour un montant de 12,5 M\$ (12,0 M\$ à la même période de 2022), qui sont incluses dans les achats de biens et services, et a acquis des immobilisations et des actifs incorporels auprès de sociétés liées pour un montant de 1,7 M\$ (2,2 M\$ à la même période de 2022). La Société a également effectué des ventes à des sociétés liées pour un montant de 2,5 M\$ (1,2 M\$ à la même période de 2022).

Au cours des neuf premiers mois de 2023, la Société a engagé des dépenses auprès de sociétés liées pour un montant de 61,0 M\$ (41,1 M\$ à la même période de 2022), qui sont incluses dans les achats de biens et services, et a acquis des immobilisations et des actifs incorporels auprès de sociétés liées pour un montant de 9,9 M\$ (5,1 M\$ à la même période de 2022). La Société a également effectué des ventes à des sociétés liées pour un montant de 8,7 M\$ (3,6 M\$ à la même période de 2022).

Ces transactions ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Capital-actions

Le tableau 6 présente les données du capital-actions de la Société au 19 octobre 2023. De plus, à cette même date, 7 095 382 options d'achat d'actions de la Société étaient en circulation.

Tableau 6

Capital-actions

(en actions et en millions de dollars canadiens)

	Au 19 octobre 2023	
	Émises et en circulation	Valeur comptable
Actions catégorie A	76 692 135	8,6 \$
Actions catégorie B	153 983 455	906,1

Le 3 août 2022, le conseil d'administration de la Société a autorisé un programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 1 000 000 actions catégorie A représentant environ 1,3 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 6 000 000 actions catégorie B représentant environ 3,8 % des actions catégorie B émises et en circulation le 29 juillet 2022. Les rachats pouvaient être effectués entre le 15 août 2022 et le 14 août 2023, au cours du marché en vigueur sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres systèmes de négociation parallèles au Canada. Toutes les actions ainsi rachetées ont été annulées.

Le 9 août 2023, le conseil d'administration de la Société a autorisé un programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 1 000 000 actions catégorie A représentant environ 1,3 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 2 000 000 actions catégorie B représentant environ 1,3 % des actions catégorie B émises et en circulation le 1^{er} août 2023. Les rachats peuvent être effectués entre le 15 août 2023 et le 14 août 2024, au cours du marché en vigueur sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres systèmes de négociation parallèles au Canada. Toutes les actions ainsi rachetées seront annulées.

Le 11 août 2023, la Société a conclu une entente visant un régime d'achat de titres automatique (le « régime ») avec un courtier désigné en vue de permettre le rachat d'actions aux termes du régime à des moments où il lui serait interdit de le faire en raison de restrictions réglementaires ou de périodes volontaires d'interdiction des opérations. Le régime a été préalablement autorisé par la Bourse de Toronto. Il est en vigueur depuis le 15 août 2023 et se terminera en même temps que le programme de rachat dans le cours normal des activités.

Aux termes du régime, avant d'entrer dans une période volontaire d'interdiction d'opérations, la Société peut demander, sans y être tenue, au courtier désigné de faire des achats dans le cadre du programme de rachat dans le cours normal des activités. Ces achats seront établis à la discrétion du courtier désigné selon des paramètres établis par la Société avant les périodes d'interdiction. En dehors de ces périodes, les rachats seront effectués à la discrétion de la direction de la Société.

Au cours des neuf premiers mois de 2023, la Société a racheté et annulé 236 100 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 7,1 M\$ (7 061 651 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 203,8 M\$ à la même période de 2022).

Instruments financiers

La Société utilise de nombreux instruments financiers, notamment des espèces et quasi-espèces, des espèces affectées, des comptes clients, des actifs liés à des contrats, des placements à long terme, des emprunts bancaires, des comptes fournisseurs, des charges à payer, de la dette à long terme, des débentures convertibles, des obligations locatives et des instruments financiers dérivés.

Afin de gérer les risques liés à la variation des taux de change et des taux d'intérêt, la Société utilise des instruments financiers dérivés i) pour fixer en dollars CA les versements sur ses dettes libellées en dollars US (intérêts et capital) et certains achats de stocks et d'investissements en immobilisations libellés en devises, et ii) pour obtenir un équilibre établi entre des dettes à taux fixe et à taux variable. La Société n'a pas l'intention de régler ses instruments financiers dérivés avant leur échéance puisqu'aucun de ces instruments n'est détenu ou émis à des fins spéculatives.

Certaines ententes de swaps sur devises et de taux d'intérêt conclues par la Société comportent une option qui permet à chacune des parties de régler le contrat d'échange à une date spécifique, à la valeur du marché du moment.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme des débentures convertibles et des instruments financiers dérivés aux 30 septembre 2023 et 31 décembre 2022 sont présentées dans le tableau 7.

Tableau 7

Juste valeur de la dette à long terme, des débentures convertibles et des instruments financiers dérivés

(en millions de dollars canadiens)

Actif (passif)	30 septembre 2023		31 décembre 2022	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Dette à long terme¹	(7 857,0)	\$ (7 331,3)	(6 517,7)	\$ (5 959,6)
Débentures convertibles²	(156,0)	(156,0)	(158,7)	(158,7)
Instruments financiers dérivés				
Contrats de change à terme	0,9	0,9	3,4	3,4
Ententes de swaps de taux d'intérêt	32,0	32,0	—	—
Ententes de swaps sur devises	223,4	223,4	516,9	516,9

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut la juste valeur de la dette à long terme liée au risque de taux d'intérêt couvert et les frais de financement.

² La valeur comptable et la juste valeur des débentures convertibles sont composées du montant en capital et de la valeur des caractéristiques de conversion liées aux prix plancher et plafond, comptabilisée comme dérivés incorporés.

La juste valeur estimative de la dette à long terme et des débentures convertibles est fondée sur les cours de marché lorsqu'ils sont disponibles ou sur des modèles d'évaluation. Lorsque la Société utilise des modèles d'évaluation, la juste valeur est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de la période ou la valeur de marché d'instruments similaires comportant la même échéance.

La juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisée aux bilans consolidés est estimée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités de l'instrument financier dérivé et des facteurs de marché externes observables, comme les taux des swaps et les cours de change à la fin de la période. La juste valeur comptabilisée des instruments financiers dérivés est aussi rajustée pour refléter le risque d'inexécution, compte tenu du contexte financier et économique à la date de l'évaluation, en attribuant une prime liée au risque de défaillance de crédit, basée sur une combinaison de données de marché observables et non observables, à l'exposition nette par l'autre partie au contrat ou de la Société.

La juste valeur des dérivés incorporés liés aux débentures convertibles est déterminée selon les modèles d'évaluation des options qui utilisent des données du marché, y compris la volatilité, les facteurs d'actualisation, les taux d'intérêt et les primes de crédit implicites aux prix ajustés des instruments sous-jacents.

Les gains et pertes sur évaluation et conversion des instruments financiers pour les troisièmes trimestres et les neuf premiers mois de 2023 et 2022 sont résumés dans le tableau 8.

Tableau 8

(Gain) perte sur évaluation et conversion des instruments financiers

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
(Gain) perte sur les dérivés incorporés liés aux débentures convertibles	(13,1)	\$ (7,2)	(3,4)	\$ 1,9
Autres	(0,3)	0,5	(0,3)	0,8
	(13,4)	\$ (6,7)	(3,7)	\$ 2,7

Des gains de 20,3 M\$ au troisième trimestre 2023 et de 47,8 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2023 ont été comptabilisés aux autres éléments du résultat global relativement aux relations de couverture de flux de trésorerie (des pertes respectives de 53,5 M\$ et de 67,5 M\$ au troisième trimestre 2022 et au cours des neuf premiers mois de 2022).

Mesures non normalisées selon les IFRS

Les mesures non normalisées selon les IFRS utilisées par la Société pour évaluer son rendement financier, telles que le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, les flux de trésorerie d'exploitation ajustés, les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies et le ratio d'endettement net consolidé ne sont pas calculées selon, ni ne sont reconnues par les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, celles qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

BAIIA ajusté

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le BAIIA ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net conformément aux IFRS, comme le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, le gain (la perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers, la restructuration, frais d'acquisition et autres, et les impôts sur le bénéfice. Le BAIIA ajusté, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société se sert du BAIIA ajusté pour évaluer le rendement de ses investissements. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses secteurs d'activité.

En outre, le BAIIA ajusté est utile, car il constitue un élément des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Toutefois, cette mesure est limitée puisqu'elle ne tient pas compte du coût périodique des actifs corporels et incorporels nécessaires pour générer les revenus des secteurs de la Société. D'autres mesures qui tiennent compte de ces coûts, telles que les flux de trésorerie d'exploitation ajustés et les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies, sont également utilisées par la Société. La définition du BAIIA ajusté de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 9 présente le rapprochement du BAIIA ajusté avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 9

Rapprochement du BAIIA ajusté présenté dans ce rapport avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) :				
Télécommunications	589,5 \$	489,5 \$	1 671,3 \$	1 437,0 \$
Média	21,0	18,0	(5,9)	10,2
Sports et divertissement	14,4	12,2	20,8	16,8
Siège social	(0,5)	(1,7)	(13,8)	(12,5)
	624,4	518,0	1 672,4	1 451,5
Amortissement	(238,8)	(191,5)	(677,9)	(577,8)
Frais financiers	(109,8)	(84,1)	(301,4)	(243,6)
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	13,4	6,7	3,7	(2,7)
Restructuration, frais d'acquisition et autres	(10,0)	(4,9)	(28,9)	(9,3)
Impôts sur le bénéfice	(70,1)	(63,4)	(174,0)	(163,9)
Bénéfice net	209,1 \$	180,8 \$	493,9 \$	454,2 \$

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies

La Société définit le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que concilié avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires conformément aux IFRS, comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant le gain (la perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers et la restructuration, frais d'acquisition et autres, déduction faite des impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements et du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société utilise le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies pour analyser les tendances en matière de rendement de ses activités. Les éléments énumérés ci-dessus sont exclus du calcul de cette mesure puisqu'ils nuisent à la comparabilité des résultats financiers. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies est plus représentatif aux fins d'évaluation du bénéfice prévisible. La définition du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 10 présente le rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 10

Rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies présenté dans ce rapport avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	202,3	\$ 175,0	\$ 520,6	\$ 465,4
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	13,4	6,7	3,7	(2,7)
Restructuration, frais d'acquisition et autres	(10,0)	(4,9)	(28,9)	(9,3)
Impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements ¹	1,3	1,6	6,4	3,8
Part des actionnaires sans contrôle afférents aux ajustements	2,3	—	2,5	—
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	209,3	\$ 178,4	\$ 504,3	\$ 457,2

¹ Y compris l'impact de la fluctuation de l'impôt sur le bénéfice, applicable sur les éléments ajustés, pour des raisons statutaires ou dans le cadre de transactions fiscales.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés et flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés

Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés représentent le BAIIA ajusté, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des acquisitions et des renouvellements de licences). Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés représentent les fonds disponibles pour les paiements d'intérêts et d'impôts, les déboursés relatifs aux programmes de restructuration, les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes, le remboursement de la dette à long terme et d'obligations locatives, et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés sur une base consolidée par l'exploitation de l'ensemble des secteurs d'activité, en plus des flux de trésorerie d'exploitation générés par chacun d'entre eux. En outre, les flux de trésorerie d'exploitation ajustés sont utiles, car ils constituent un élément des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. La définition des flux de trésorerie d'exploitation ajustés de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies

Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies représentent les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation selon les IFRS, moins les flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des déboursés liés aux acquisitions et aux renouvellements de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de la Société. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies représentent les fonds disponibles pour les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes, le remboursement de la dette à long terme et d'obligations locatives, et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. La définition des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Les tableaux 11 et 12 présentent le rapprochement des flux de trésorerie d'exploitation ajustés et des flux de trésorerie libres générés par les activités d'exploitation poursuivies avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation divulgués aux états financiers consolidés résumés.

Tableau 11

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
BAlIA ajusté (BAlIA ajusté négatif)				
Télécommunications	589,5 \$	489,5 \$	1 671,3 \$	1 437,0 \$
Média	21,0	18,0	(5,9)	10,2
Sports et divertissement	14,4	12,2	20,8	16,8
Siège social	(0,5)	(1,7)	(13,8)	(12,5)
	624,4	518,0	1 672,4	1 451,5
Moins				
Acquisitions d'immobilisations ¹ :				
Télécommunications	(97,0)	(88,6)	(279,2)	(282,0)
Média	(1,9)	(3,6)	(2,2)	(17,1)
Sports et divertissement	(0,3)	(0,3)	(0,6)	(0,6)
Siège social	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(0,7)
	(99,3)	(92,6)	(282,1)	(300,4)
Acquisitions d'actifs incorporels ² :				
Télécommunications	(38,7)	(19,3)	(97,1)	(59,4)
Média	(1,6)	(2,1)	(4,5)	(8,7)
Sports et divertissement	(1,9)	(0,7)	(4,2)	(2,0)
Siège social	(0,5)	(0,2)	(0,8)	(0,8)
	(42,7)	(22,3)	(106,6)	(70,9)
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés				
Télécommunications	453,8	381,6	1 295,0	1 095,6
Média	17,5	12,3	(12,6)	(15,6)
Sports et divertissement	12,2	11,2	16,0	14,2
Siège social	(1,1)	(2,0)	(14,7)	(14,0)
	482,4 \$	403,1 \$	1 283,7 \$	1 080,2 \$

¹ Rapprochement avec les flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations selon les états financiers consolidés résumés

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Acquisitions d'immobilisations	(99,3) \$	(92,6) \$	(282,1) \$	(300,4) \$
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'immobilisations (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	3,0	(22,6)	(2,2)	(14,3)
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations	(96,3) \$	(115,2) \$	(284,3) \$	(314,7) \$

² Rapprochement avec les flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels selon les états financiers consolidés résumés

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Acquisitions d'actifs incorporels	(42,7) \$	(22,3) \$	(106,6) \$	(70,9) \$
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	(1,0)	6,5	(10,3)	1,5
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions de licences	—	—	(9,9)	—
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels	(43,7) \$	(15,8) \$	(126,8) \$	(69,4) \$

Tableau 12

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies et flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation divulgués aux états financiers consolidés résumés

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2023	2022	2023	2022
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés provenant du tableau 11	482,4	\$ 403,1	1 283,7	\$ 1 080,2
Plus (moins)				
Portion monétaire des frais financiers	(107,5)	(82,2)	(295,2)	(238,2)
Portion monétaire liée à la restructuration, frais d'acquisition et autres	(1,4)	(2,1)	(21,7)	(5,9)
Impôts exigibles	(55,7)	(72,2)	(180,8)	(216,6)
Autres	1,7	3,1	4,0	5,8
Variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation	34,7	104,2	(51,4)	(52,9)
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'immobilisations (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	3,0	(22,6)	(2,2)	(14,3)
Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir)	(1,0)	6,5	(10,3)	1,5
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies	356,2	337,8	726,1	559,6
Plus (moins)				
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations	96,3	115,2	284,3	314,7
Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des déboursés liés aux achats et aux renouvellements de licences)	43,7	15,8	116,9	69,4
Produits de l'aliénation d'éléments d'actif	—	(1,0)	(0,8)	(6,5)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	496,2	\$ 467,8	1 126,5	\$ 937,2

Ratio d'endettement net consolidé

Le ratio d'endettement net consolidé représente la dette nette consolidée, exclusion faite des débentures convertibles, divisée par le BAIIA ajusté des 12 derniers mois. La dette nette consolidée, exclusion faite des débentures convertibles, représente le total de la dette à long terme, plus les emprunts bancaires, les obligations locatives, la portion à court terme des obligations locatives et les passifs liés aux instruments financiers dérivés, moins les actifs liés aux instruments financiers dérivés et les espèces et quasi-espèces. Le ratio d'endettement net consolidé sert à évaluer le levier financier de la Société et est utilisé par la direction et le conseil d'administration dans les décisions liées à la structure du capital de la Société, y compris la stratégie de financement, et dans la gestion du risque lié aux échéances des dettes. Le ratio d'endettement net consolidé exclut les débentures convertibles puisque ces débentures peuvent être rachetées au gré de la Société, sous certaines conditions, en émettant des actions catégorie B de Québecor. Le ratio d'endettement net consolidé n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS. Il ne vise pas à remplacer des outils d'évaluation conformes aux IFRS ou le bilan afin d'évaluer la situation financière. La définition du ratio d'endettement net consolidé de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Le tableau 13 présente le calcul du ratio d'endettement net consolidé ainsi que le rapprochement avec les éléments du bilan divulgués aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

Tableau 13
Ratio d'endettement net consolidé
(en millions de dollars canadiens)

	30 sept. 2023		31 déc. 2022	
Dettes à long terme totale¹	7 857,0	\$	6 517,7	\$
Plus (moins)				
Obligations locatives ²	391,8		186,2	
Emprunts bancaires	22,6		10,1	
Instruments financiers dérivés ³	(256,3)		(520,3)	
Espèces et quasi-espèces	(25,1)		(6,6)	
Dettes nettes consolidées exclusion faite des débiteures convertibles	7 990,0		6 187,1	
Divisée par :				
BAILA ajusté sur 12 mois ⁴	2 354,1	\$	1 934,5	\$
Ratio d'endettement net consolidé⁴	3,39x		3,20x	

¹ Exclut les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées au risque de taux d'intérêt couvert et les frais de financement.

² Passif à court terme et à long terme

³ Actif à court terme et à long terme

⁴ Sur une base pro forma au 30 septembre 2023 utilisant le BAILA ajusté de Freedom des 12 derniers mois.

Indicateurs clés de rendement

Unité génératrice de revenus

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement utilisé dans l'industrie, soit l'UGR. Une UGR représente, le cas échéant, le nombre de clients aux services d'accès Internet et de télédistribution ainsi que le nombre de lignes aux services de téléphonie mobile et filaire. L'UGR n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS, et la définition et la méthode de calcul de l'UGR utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises ou publiées par des autorités publiques.

Revenu mensuel moyen par unité

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement utilisé dans l'industrie, soit le RMPU. Cet indicateur sert à mesurer les revenus mensuels moyens par UGR. Le RMPU n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS, et la définition et la méthode de calcul utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises.

Le RMPU mobile se calcule en divisant les revenus de téléphonie mobile par le nombre moyen d'UGR de ce service durant la période visée, puis en divisant ce résultat par le nombre de mois de cette même période.

Le RMPU total se calcule en divisant les revenus combinés de téléphonie mobile et filaire, d'accès Internet, de télédistribution et des services de VSDA par le nombre total moyen d'UGR aux services de téléphonie mobile et filaire, d'accès Internet et de télédistribution, durant la période visée, puis en divisant ce résultat par le nombre de mois de cette même période.

Contrôles et procédures

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés selon les IFRS.

Au cours des neuf premiers mois de 2023, la Société a acquis Freedom. La Société a exclu les contrôles, politiques et procédures de Freedom de sa conception et de son évaluation des contrôles et procédures de divulgation (« CPCI ») et des contrôles internes à l'égard de l'information financière (« CIIF »), tel qu'il est permis par le règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières pour une période de 365 jours suivant une acquisition. Considérant la taille de l'acquisition de Freedom et la date à laquelle elle a eu lieu, la limitation du champ d'application est principalement due au temps que nécessite l'évaluation des CPCI et des CIIF de Freedom conformément aux autres activités de la Société. La Société s'attend présentement à finaliser son évaluation dans ce délai réglementaire.

Depuis la date d'acquisition, les résultats de Freedom sont inclus dans les états financiers consolidés. Pour les neuf premiers mois de 2023, les revenus et le bénéfice net de Freedom représentent respectivement 13,5 % et 14,3 % des revenus consolidés et du bénéfice net consolidé de la Société. De plus, au 30 septembre 2023, les actifs et les passifs à court terme de Freedom représentent respectivement 22,0 % et 12,1 % du total des actifs et des passifs à court terme consolidés, et ses actifs et passifs à long terme représentent respectivement 19,6 % et 3,2 % du total des actifs et des passifs à long terme consolidés de la Société.

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2023, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui aurait eu ou qui serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante n'a été effectuée.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes ; par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société à <www.quebecor.com> ou sur le site Internet de SEDAR+ à l'adresse <www.sedarplus.ca>.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques constituent des énoncés prospectifs assujettis à des risques, des incertitudes et des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer », ou « croire » ou de la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou de toute terminologie similaire. Certains facteurs importants qui pourraient occasionner des écarts importants entre les résultantes réelles et celles mentionnées dans ces énoncés prospectifs comprennent les suivants, bien qu'ils ne soient pas limités à ces derniers :

- la capacité de Québecor de continuer à développer avec succès son réseau et les installations de ses services mobiles ;
- le climat économique général, les conditions des marchés financiers et économiques, de même que les fluctuations commerciales subies par les annonceurs de Québecor sur le marché publicitaire local, régional et national des journaux, de la télévision et des autres médias ;
- l'intensité de l'activité concurrentielle dans les industries où Québecor est active ;
- la capacité de Québecor à pénétrer de nouveaux marchés hautement concurrentiels et l'exactitude des estimations de la taille des marchés potentiels ;
- la fragmentation de l'univers des médias ;
- de nouvelles technologies qui pourraient changer le comportement des consommateurs à l'égard de l'offre de la gamme de produits de Québecor ;
- des investissements en capital imprévus qui seraient nécessaires pour le développement du réseau de Québecor ou pour répondre au développement continu de solutions technologiques alternatives, ou l'inaptitude à obtenir des capitaux dans le but de poursuivre la stratégie de développement des secteurs d'activité de Québecor ;
- la capacité de Québecor de mettre en œuvre avec succès ses stratégies d'affaires et de développement ou de gérer sa croissance et son expansion ;

- les risques liés à l'acquisition de Freedom et à la stratégie d'expansion en dehors du Québec, y compris la capacité de Québecor à intégrer avec succès les activités de Freedom à la suite de l'acquisition et à réaliser les synergies, et les passifs ou les coûts potentiels non connus associés à l'acquisition de Freedom ;
- les avantages et les effets prévus de l'acquisition de Freedom pourraient ne pas se concrétiser dans les délais prévus ou ne pas se concrétiser du tout, et les coûts d'opérations et investissements requis dans l'avenir pourraient être différents de ce qui est prévu. De plus, des litiges imprévus ou d'autres procédures réglementaires associés à l'acquisition de Freedom pourraient entraîner des changements dans les paramètres de la transaction ;
- les impacts des investissements importants et récurrents qui seront requis dans les nouveaux marchés de Freedom ou de Vidéotron, en tant qu'ERMV ou autres, pour le développement et l'expansion et pour concurrencer efficacement avec les ESLT et les autres concurrents actuels ou potentiels dans ces marchés, y compris le fait que les activités post-acquisition de Vidéotron continueront de faire face aux mêmes risques auxquels Vidéotron fait face actuellement, mais feront également face à des risques accrus liés à de nouvelles régions géographiques et de nouveaux marchés ;
- les interruptions de service sur le réseau de Québecor par lequel sont offerts les services de télédistribution, d'accès Internet, de téléphonie mobile et filaire, et de VSDA, ainsi que la capacité de Québecor de protéger son réseau contre le piratage, l'accès non autorisé ou d'autres violations de la sécurité ;
- les conflits de travail ou les grèves ;
- les interruptions dues à des bris d'équipements, des pannes de réseau, la menace de catastrophes naturelles, les épidémies, les pandémies ou autres crises de santé publique et l'instabilité politique dans certains pays ;
- l'impact des mesures d'urgence mises en œuvre ou qui pourraient être mises en œuvre par divers paliers gouvernementaux ;
- les changements dans la capacité de Québecor d'obtenir des services et des équipements essentiels à la conduite de ses activités ;
- des changements aux lois et aux règlements, ou dans leurs interprétations, qui pourraient entraîner, entre autres, la perte (ou la réduction de la valeur) des licences ou des marchés de Québecor ou l'augmentation de la concurrence, des coûts de fonctionnement ou des dépenses d'investissement ;
- la capacité de Québecor de développer avec succès les activités de son secteur Sports et divertissement ou d'autres domaines en expansion de ses autres secteurs d'activité ;
- le niveau substantiel de l'endettement de Québecor, le resserrement du marché du crédit ou des restrictions sur les activités commerciales de Québecor imposées par les conditions des emprunts ; et
- les fluctuations des taux d'intérêt pouvant avoir des effets sur une portion des exigences de remboursement des intérêts sur la dette à long terme de Québecor.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous référer aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à <www.sedarplus.ca> et à <www.quebecor.com>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 8 novembre 2023 et sont sous réserve des changements pouvant se produire après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent.

Montréal, Québec

Le 8 novembre 2023

QUÉBECOR INC.

SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action)

	2023			2022			2021	
	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.
Revenus	1 415,4 \$	1 398,5 \$	1 115,6 \$	1 185,0 \$	1 143,7 \$	1 115,2 \$	1 088,0 \$	1 183,9 \$
BAILA ajusté	624,4	605,2	442,8	483,0	518,0	491,4	442,1	498,8
Flux de trésorerie d'exploitation ajusté	482,4	455,3	346,0	359,4	403,1	361,0	316,1	370,6
Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	202,3	182,3	136,0	159,4	175,0	161,7	128,7	157,6
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	13,1	1,8	(11,4)	(16,3)	7,0	(1,8)	(6,6)	7,6
Éléments inhabituels	(6,1)	(10,0)	(3,7)	(0,6)	(3,6)	(2,5)	(0,7)	(4,7)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	209,3	174,1	120,9	142,5	178,4	157,4	121,4	160,5

Données de base par action

Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,88 \$	0,79 \$	0,59 \$	0,69 \$	0,75 \$	0,68 \$	0,54 \$	0,66 \$
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	0,06	0,01	(0,05)	(0,07)	0,03	(0,01)	(0,03)	0,03
Éléments inhabituels	(0,03)	(0,05)	(0,02)	-	(0,02)	(0,01)	-	(0,02)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	0,91	0,75	0,52	0,62	0,76	0,66	0,51	0,67

Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions)	230,9	230,9	230,9	231,4	233,5	236,7	239,2	239,8
--	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

Données diluées par action

Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,87 \$	0,78 \$	0,58 \$	0,68 \$	0,74 \$	0,67 \$	0,53 \$	0,65 \$
Impact de la dilution	-	-	0,01	0,01	-	0,01	0,01	-
Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers	-	-	(0,05)	(0,07)	-	(0,01)	(0,03)	-
Éléments inhabituels	(0,03)	(0,05)	(0,02)	-	(0,02)	(0,01)	-	(0,02)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	0,84	0,73	0,52	0,62	0,72	0,66	0,51	0,63

Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en millions)	236,2	236,2	231,2	231,5	238,9	236,8	239,2	244,6
--	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------